



Confédération syndicale internationale

CONSEIL GÉNÉRAL

São Paulo, Brésil, du 10 au 12 octobre 2015

Point 2 à l'ordre du jour:

Rapport de la 14^e réunion du Conseil général de la CSI (Bruxelles, Belgique, du 16 au 18 décembre 2014)

Le Conseil général est invité à approuver le rapport de la 14^e réunion du Conseil général
(Bruxelles, Belgique, du 16 au 18 décembre 2014).

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
RÉSUMÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL
LORS DE SA 14^E SESSION

Bruxelles, Belgique, 16-18 décembre 2014

Point 1 à l'ordre du jour: Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

En l'absence du président de la CSI, João Antonio Felício, la réunion du Conseil général a été inaugurée et présidée par le président adjoint, Karl-Petter Thorwaldsson, les premier et deuxième jours. Un prompt rétablissement a été souhaité au président. Un message de solidarité a été adressé à tous les syndicats belges, compte tenu des graves atteintes aux droits et aux conditions des travailleurs/euses belges.

La présidente adjointe Maria Fernanda Carvalho Francisco a présidé la réunion du Conseil général le troisième jour.

L'ordre du jour (annexe I) et le programme ont été présentés et **ADOPTÉS** dans leur version imprimée.

Point 2 à l'ordre du jour: Rapports des 12^e et 13^e réunions du Conseil général de la CSI (Berlin, Allemagne, les 18 et 23 mai 2014)

Le président a proposé les rapports des 12^e et 13^e réunions, qui ont été **ADOPTÉS** dans leur version imprimée.

Point 3 à l'ordre du jour: Nécrologie

Le Conseil général a observé une minute de silence en mémoire des camarades décédés, en rendant hommage à leur remarquable contribution au syndicalisme: André Bergeron, Helena Johansson, Angélique Correa, Arnaldo Souza Benedetti, Martin Lofete Nkake, Tharcisse Nibogora, Eunice Nira Teixeira Silva, Mamadou Nama, Rakotoarisoa Eugène et Luis Enrique Marius.

Point 4 à l'ordre du jour: Organes statutaires

Le document a été présenté par le président.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le document et a, par conséquent, **RATIFIÉ** la nouvelle composition des organes statutaires de la CSI.

Point 5 à l'ordre du jour: Questions concernant les affiliations

Le document a été présenté par le secrétaire général adjoint de la CSI, Jaap Wienen.

1. Demandes d'affiliation que l'on propose d'accepter

Le Conseil général a **DÉCIDÉ** d'accepter l'affiliation à la CSI des organisations suivantes:

Algérie	CGATA
Équateur	CEDOCUT
Lesotho	LLC
Maurice	CITU
Maurice	CTSP
Monténégro	UFTUM
Panama	CONUSI
Philippines	KMU
Somalie	FESTU

2. Demandes d'affiliation que l'on propose de continuer d'examiner

Le Conseil général a **DÉCIDÉ** de continuer d'examiner les demandes d'affiliation suivantes:

AFRIQUE:

Angola	Força Sindical
Rép. centrafricaine	FOC
Côte d'Ivoire	CSH
Maroc	UNTM
Tunisie	CGTT
Ouganda	COFTU
Zambie	FFTUZ

AMÉRIQUES:

Barbade	CTUSAB
Brésil	NCST
Canada	CCU
Costa Rica	CCTDNS RN
Jamaïque	NWU
Pérou	CSP

ASIE-PACIFIQUE:

Cambodge	NACC
Inde	CFTUI
Iran	CIWR
Jordanie	FITU
Vietnam	VLF

EUROPE:

France	FSU
Kazakhstan	CFTUK
Tadjikistan	FTuiT
Ouzbékistan	FTUZ

3. Demandes d'affiliation en suspens à long terme

Le Conseil général a **PRIS NOTE** des suivantes demandes d'affiliation en suspens à long terme:

Fidji	FICTU
Irak-Kurdistan	KGWSU
Sahara occidental	UGT-SARIO

Le Conseil général a **DÉCIDÉ** d'envoyer une mission d'enquête au Sahara occidental durant le premier semestre de 2015.

4. Demandes d'affiliation que l'on propose de ne plus examiner

Le Conseil général a **DÉCIDÉ** de ne plus examiner les demandes d'affiliation des organisations suivantes:

Tchad	CIST
Congo	CGSA
Gabon	CGST
Mauritanie	UGSPM
Somalie	SCTU
Indonésie	FSPSI
Népal	INDECONT

5. Autres questions concernant les affiliations

Argentine – CTA

Le Conseil général a **ACCEPTÉ** la scission définitive de la CTA en deux organisations: la CTA- Autónoma et la CTA-Argentina. Le statut d'organisation affiliée sera accordé aux deux organisations après avoir reçu des informations détaillées à leur propos.

Bangladesh – JSL et BLF

Le Conseil général a **CHARGÉ** le Secrétariat de suivre de près l'évolution de la position de la JSL et de la BLF dans le cadre de l'« Alliance pour la sécurité des travailleurs au Bangladesh » créée par Walmart et de lancer la procédure, conformément à l'article IV des Statuts de la CSI, au cas où la JSL et/ou la BLF continueraient d'agir à l'encontre des intérêts de la CSI.

Cambodge – CCTU

Le Conseil général a **CHARGÉ** le Secrétariat de continuer de suivre de près le caractère indépendant de la CCTU, en particulier dans le cadre des négociations et des actions en cours concernant l'augmentation du salaire minimum et du processus des amendements à la législation, et de communiquer ses conclusions à la prochaine réunion du Conseil général.

Myanmar – FTUM

Le Conseil général a **ACCEPTÉ** le changement de nom de la FTUM, désormais dénommée CTUM. L'augmentation du nombre de ses membres sera dès lors enregistrée.

6. Organisations associées (OA)

Le Conseil général a **DÉCIDÉ**:

- a. d'accorder le statut d'Organisation associée à la ZSSS-Slovénie;
- b. de mettre fin au statut d'Organisation associée du SNAPAP-Algérie.

7. Organisations considérées comme démissionnaires de la CSI

Le Conseil général a **PRIS NOTE** que les organisations énumérées ci-dessous sont considérées comme démissionnaires de la CSI, conformément à l'article XXXII(c) des Statuts de la CSI:

Chili	UNT
Équateur	CEDOC
El Salvador	CTD
Gambie	GWU
Malte	CMTU
Sierra Leone	CCOTU

8. Autres

Inde CFTUI

Le Conseil général a **CONVENU** d'envoyer une mission en Inde afin d'évaluer le caractère représentatif de l'Organisation associée CFTUI, dans le cadre de sa demande de devenir membre à part entière de la CSI, et d'en faire rapport lors de la prochaine réunion du Conseil général en 2015.

Point 6 à l'ordre du jour: Renforcer le pouvoir des travailleurs/euses – introduction par la secrétaire générale

La secrétaire générale a informé sur:

- Le Congrès de 2014 et les priorités pour 2015
- Les points saillants et les défis en 2014
- Les risques mondiaux

Points saillants en 2014:

- La campagne sur le Qatar
- « Décisions pour la vie »
- « Comptez avec nous! »
- Les travailleurs et travailleuses domestiques
- Les migrations, le travail forcé et la lutte contre la traite des êtres humains
- Les pays à risque
- Le climat
- Le développement
- La gouvernance mondiale
- L'organisation

Nouveaux fronts/priorités en 2015:

- Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement
- L'élimination de l'esclavage
- Les risques climatiques

Six priorités actuelles:

- Les pays à risque
- La cohérence mondiale
- Les migrations
- « Comptez avec nous! »
- Les travailleurs et travailleuses domestiques
- L'organisation

Le Conseil général s'est félicité du rapport et a **PRIS NOTE** des nouveaux fronts/priorités pour 2015 ainsi que des six priorités actuelles.

Un projet de déclaration concernant les principaux défis politiques, économiques et sociaux internationaux a été présenté au titre de ce point à l'ordre du jour. Le Conseil général a **ADOPTÉ** cette déclaration intitulée « Les risques mondiaux » (annexe II).

Point 7 à l'ordre du jour: Dossier économique

Une séance d'information et un bilan sur le G20 ont été présentés par John Evans, économiste en chef de la CSI et secrétaire général de la TUAC.

Le Conseil général a **PRIS NOTE** du renouvellement du protocole d'accord entre la CSI et la TUAC.

Point 8 à l'ordre du jour: Organisation internationale du travail

Un projet de résolution sur le différend à la Commission de l'application des normes a été présenté par Luc Cortebeeck, président du Groupe des travailleurs de l'OIT.

Le Conseil général a **CONVENU** d'appeler ses organisations affiliées et les membres du Groupe des travailleurs au Conseil d'administration à mobiliser les travailleurs/euses lors d'une journée d'action mondiale le 18 février 2015 en vue de soutenir le droit de grève.

Le Conseil général a **ADOPTÉ** la résolution sur le différend à la Commission de l'application des normes (annexe III).

Point 9 à l'ordre du jour: Comité sur le capital des travailleurs

Le document a été présenté par Pierre Habbard.

Le Conseil général a **PRIS NOTE** du rapport.

Point 10 à l'ordre du jour: Partenariat du groupement Global Unions

Stephen Cotton, secrétaire général de l'ITF, a informé sur le 43^e Congrès de l'ITF, qui s'est tenu du 10 au 16 août à Sofia, Bulgarie. Le Congrès portait sur le thème « De la crise mondiale à la justice mondiale: la riposte des travailleurs des transports! »

Christy Hoffman, vice-secrétaire générale d'UNI, a exposé les points saillants du Congrès d'UNI, qui s'est tenu du 7 au 10 décembre au Cap, pendant que l'Afrique du Sud fêtait le 20^e anniversaire de la percée de la démocratie dans le pays.

Le thème principal du Congrès « Avec vous! » était axé sur les trois thèmes suivants:

- Faire croître les syndicats
- Reprendre le contrôle de nos économies
- Vers un nouveau monde du travail

Ambet Yuson, secrétaire général de l'IBB, a axé son rapport sur le Qatar.

Point 11 à l'ordre du jour: L'après-2015: priorités syndicales concernant les objectifs de développement des Nations unies

Le document a été présenté par Alison Tate, directrice des relations extérieures de la CSI.

Le RSCD de la CSI a coordonné la participation des syndicats aux processus des Nations unies sur l'après-2015 et les Objectifs de développement durable aux niveaux national, régional et mondial. Il a obtenu des engagements concernant les demandes essentielles de la CSI dans le projet de cadre des Nations unies pour le Programme de développement durable de l'après-2015 et continue de faire pression en particulier en matière de plein emploi, de travail décent et de protection sociale universelle. Nous soutenons également le genre, l'égalité, l'éducation universelle, des soins de santé abordables et une sécurité alimentaire. L'engagement à une approche fondée sur les droits humains, ainsi que le dialogue social et des stratégies pour une « transition juste » doivent être inclus dans les moyens de mise en œuvre, qu'il s'agisse de moyens financiers ou non financiers. Un système de gouvernance et de responsabilisation qui inclut le mécanisme de contrôle de l'OIT dans sa structure doit être établi.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le rapport.

Point 12 à l'ordre du jour: Rapports

La secrétaire générale a informé le Conseil général que les rapports suivants étaient présentés à titre d'information et pour approbation.

(a) Égalité de genre

Rapport de la 8^e réunion du Comité des femmes de la CSI (Bruxelles, les 25 et 26 mars 2014)

Gladys Branche, présidente du Comité des femmes, a présenté le rapport.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le rapport.

(b) Jeunesse

Rapport de la 8^e réunion du Comité de la jeunesse de la CSI (Bruxelles, les 1^{er} et 2 décembre 2014)

Nana Koomah Brown-Orleans, présidente du Comité de la jeunesse, a rendu compte de la 8^e réunion du Comité de la jeunesse.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le rapport oral.

(c) Rapport de la 6^e réunion du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI (Bruxelles, le 15 décembre 2014)

Rudy De Leeuw a rendu compte de la 6^e réunion du Comité des DHS.

La 6^e réunion du Comité des DHS de la CSI s'est tenue parallèlement à la réunion du Bureau exécutif lors d'une séance raccourcie.

Le Comité a été informé par la secrétaire générale sur la manière dont le Secrétariat avait donné suite aux résultats du Congrès tenu à Berlin, en particulier en ce qui concerne la « réalisation des droits », en les traduisant en priorités et plans cohérents et efficaces pour la période à venir, lesquels ont été présentés au Conseil général.

Après avoir examiné le nouveau format du Rapport des violations des droits syndicaux et le nouvel Indice des droits dans le monde, basés sur un meilleur recueil des informations, et après en avoir discuté, les participants ont également brièvement débattu de la sélection des pays à inscrire sur la liste des pays à surveiller de la CSI.

Une bonne partie de la réunion a été consacrée à une discussion sur les campagnes globales concernant les pays ciblés par le Congrès. Les débats ont porté sur la nécessité d'améliorer la coordination avec les organisations affiliées et les FSI et leur soutien.

Le Conseil général a également reçu un rapport sur le travail mené dans le cadre des « nouveaux fronts » en matière d'élimination de l'esclavage et du travail forcé (notamment une campagne sur le Protocole à la Convention 29 adopté à l'OIT), ainsi qu'un compte rendu d'une étude (soutenue par la FNV Mondiaal) sur le travail précaire en Asie, qui renforcera la campagne des « nouveaux fronts » sur les chaînes d'approvisionnement et les salaires minima durant la période à venir.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le rapport oral du Comité.

Point 13 à l'ordre du jour: Les régions

(a) Afrique

(b) Amériques

(c) Asie et Pacifique

(d) Sous-région arabe

(e) CRPE

Le Prix Dorje Khatry a été présenté par le directeur des campagnes et des communications de la CSI, Tim Noonan. Dorje Kahtry était un ardent combattant de la

lutte pour le climat qui est décédé dans un tragique accident, alors qu'il travaillait sur le Mont Everest.

Le Conseil général a été informé que la famille d'Edwin Chota, un dirigeant indigène du peuple Asháninka assassiné le 1^{er} septembre, avait été désignée pour recevoir le prix. Edwin Chota s'était battu pour obtenir les titres de propriété des terres de sa communauté et expulser les bûcherons illégaux qui exploitaient leurs forêts situées à la frontière avec le Brésil.

La médaille sera placée sur un trophée et une date sera déterminée pour remettre le prix aux syndicats locaux.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** la nomination par acclamation.

Le Conseil général s'est félicité de l'évolution des relations entre les États-Unis et Cuba, en espérant que cette avancée mène à une amélioration permanente des relations et à de réels progrès en ce qui concerne la justice économique et sociale et les droits des travailleurs/euses.

Le Conseil général a **ADOPTÉ** la résolution proposée par la CSA sur le Mexique – contrats de protection (annexe IV).

Le Conseil général a **ADOPTÉ** la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies 68/304, proposée par la CSA (annexe V).

Le Conseil général a **ADOPTÉ** la déclaration de la Pakistan Workers' Federation (PWF) sur le massacre de Peshawar (annexe VI).

Le Conseil général a exprimé sa solidarité avec les 127 travailleurs indiens (Maruti Suzuki Ltd) qui sont toujours emprisonnés et a appelé le gouvernement indien à les libérer immédiatement.

Le Conseil général a **APPROUVÉ** les rapports.

Point 14 à l'ordre du jour: Questions financières

(a) Rapport de la 16^e réunion du Bureau exécutif de la CSI (Bruxelles, le 15 décembre 2014)

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le rapport.

(b) Organisations régionales de la CSI – rapports financiers pour 2013

(i) CSI-Af:

(a) Rapport financier pour 2013

(b) Rapport des auditeurs internes pour 2013

Le Conseil général a **NOTÉ** qu'à la suite de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, les réunions des instances de direction de la CSI-Af avaient dû être reportées. Par conséquent, le rapport financier de la CSI-Af pour 2013 ainsi que le rapport des auditeurs internes de la CSI-Af pour 2013 n'avaient pas encore été approuvés. Ces rapports avaient été soumis au Bureau exécutif en avril 2014 à simple titre d'information (document 15EB/F/4(b)(i)).

(ii) CSI-AP:

(a) Rapport financier pour 2013

(b) Rapport des auditeurs internes pour 2013

Le Conseil général a **APPROUVÉ** les rapports financiers de la CSI-AP et le rapport des auditeurs internes pour 2013.

(c) Budget et programmes de la CSI pour 2015

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le budget des recettes et des dépenses pour 2015 sur recommandation du Bureau exécutif (document 16EB/F/6(a)).

Le Conseil général a **APPROUVÉ** une augmentation de 1 % des cotisations d'affiliation pour 2015 par rapport au taux de 2014 sur recommandation du Bureau exécutif (document 16EB/F/6(b)).

Le Conseil général a **APPROUVÉ** une contribution de la CSI à la CSI-Af d'un montant de 403.461.440 CFA (document 16EB/F/6(e)(i)).

Le Conseil général a **APPROUVÉ** une contribution de la CSI à la CSI-AP d'un montant de 1.195.371 SGD (document 16EB/F/6(e)(ii)).

Le Conseil général a **APPROUVÉ** une contribution de la CSI à la CSA d'un montant de 599.198 USD (document 16EB/F/6(e)(iii)).

Le Conseil général a **APPROUVÉ** une contribution de la CSI à la CSI-AR d'un montant de 388.300 EUR (document 16EB/F/6(e)(iv)).

(d) Fonds de solidarité: budget et programmes pour 2015

Le Conseil général a **APPROUVÉ** le budget et les programmes pour 2015 du Fonds de solidarité (document 16EB/F/6(d)(ii)).

Point 15 à l'ordre du jour: Date et lieu des prochaines réunions

La secrétaire générale a informé le Conseil général que la prochaine réunion du Conseil général se tiendrait durant la semaine du 12 octobre 2015, soit à Bruxelles, Belgique, soit au Brésil.

Le Conseil général a **PRIS NOTE** de la date et que le lieu devait être confirmé.

Point 16 à l'ordre du jour: Divers

Le président a clôturé la réunion à 12h45 le 18 décembre 2014.



CONSEIL GÉNÉRAL

Bruxelles, du 16 au 18 décembre 2014

*La réunion commencera à 17h00 le mardi 16 décembre 2014
à l'ITUH
Bd du Roi Albert II, 5, 1210 Bruxelles, Belgique
Auditoire, 1^{er} étage
CSI*

ORDRE DU JOUR DÉFINITIF

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Rapports des 12^e et 13^e réunions du Conseil général de la CSI
(Berlin, Allemagne, les 18 et 23 mai 2014)
3. Nécrologie
4. Organes statutaires
5. Questions concernant les affiliations
6. Renforcer le pouvoir des travailleurs/euses – introduction par la secrétaire générale
 - 6.1. Congrès de 2014 et priorités pour 2015
 - 6.2. Points saillants et défis en 2014
 - 6.3. Risques mondiaux
7. Dossier économique
8. Organisation internationale du travail
9. Comité sur le capital des travailleurs
10. Partenariat du groupement Global Unions (*aucun document*)
11. L'après-2015: priorités syndicales concernant les objectifs de développement des Nations unies
12. Rapports
 - (a) Égalité de genre
Rapport de la 8^e réunion du Comité des femmes de la CSI
(Bruxelles, les 25 et 26 mars 2014)
 - (b) Jeunesse
Rapport de la 8^e réunion du Comité de la jeunesse de la CSI
(Bruxelles, les 1^{er} et 2 décembre 2014) (*rapport oral*)
 - (c) Rapport de la 6^e réunion du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI (Bruxelles, le 16 décembre 2014) (*rapport oral*)

13. Les régions
 - (a) Afrique
 - (b) Amériques
 - (c) Asie et Pacifique
 - (d) Sous-région arabe
 - (e) CRPE
 14. Questions financières
 - (a) Rapport de la 16^e réunion du Bureau exécutif de la CSI
(Bruxelles, le 16 décembre 2014)
 - (b) Organisations régionales de la CSI – rapports financiers pour 2013
 - (i) CSI-Af:
 - (a) Rapport financier pour 2013
 - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2013
 - (ii) CSI-AP:
 - (a) Rapport financier pour 2013
 - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2013
 - (c) Budget et programmes de la CSI pour 2015
 - (d) Fonds de solidarité: budget et programmes pour 2015
 15. Date et lieu des prochaines réunions
 16. Divers
-

LES RISQUES MONDIAUX

La paix, la démocratie et les droits sont de plus en plus menacés dans le contexte d'une économie mondiale défaillante. Les conditions dans de nombreux pays se sont détériorées depuis le Congrès de la CSI à Berlin, et l'impact du chômage, de la pauvreté et de l'insécurité économique en tant que facteurs de conflit est de plus en plus visible. Les niveaux historiques du chômage, les inégalités et la pauvreté offrent un terrain fertile au recrutement de groupes sans foi ni loi et aux causes intégristes. Les atteintes à la liberté syndicale et au dialogue social, le rétrécissement de l'espace démocratique dans de nombreux pays, les effets dévastateurs du virus Ebola et la pire crise des réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale contribuent grandement à l'aggravation des risques mondiaux. Les sentiments nationalistes et sectaires s'étendent, l'extrémisme et l'intolérance passant au premier plan de nombreux contextes politiques nationaux.

Les conflits armés d'une intensité variable ont lieu dans quelque 40 pays et le nombre de groupes armés ne cesse de croître. Les conflits se sont intensifiés dans la région MENA, avec la montée de groupes djihadistes tels que l'État islamique, l'insurrection et l'instabilité en Afrique du Nord et l'état de tension permanente entre Israël et la Palestine dans la mesure où le gouvernement israélien fait obstacle à tout progrès sur la voie de la paix et d'un règlement équitable. La situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine risque de provoquer une nouvelle guerre froide, alors qu'il existe peu ou pas de signes portant à croire que les négociations résoudront la crise dans un proche avenir. En Asie-Pacifique, les tensions géopolitiques sont en hausse et les insurrections se poursuivent dans plusieurs pays. Les conflits internes et/ou l'insurrection djihadiste sont prédominants dans plusieurs pays africains et le crime organisé et violent, dans certains cas complice du gouvernement, coûte des milliers de vies dans certains pays en Amérique latine. Dans pratiquement tous ces cas, les femmes et les enfants sont touchés de façon disproportionnée, notamment à travers l'esclavage et la traite des êtres humains.

Dans certains cas où la paix a été négociée et la démocratie a progressé, elles sont désormais en danger. Les menaces et les agressions physiques contre l'UGTT en Tunisie visent à amoindrir son rôle central et historique dans l'engagement du pays sur une nouvelle voie, alors que l'accord de paix en Irlande du Nord risque de se retrancher dans le sectarisme alimenté par les coupes drastiques dans les dépenses publiques essentielles.

De nouveaux facteurs de guerre apparaissent également, notamment l'immense richesse de l'Arabie saoudite et du Qatar destinée en particulier à livrer des guerres menées par allié interposé en Syrie et en Irak et à soutenir l'insurrection dans d'autres pays. On dénombre aujourd'hui quelque 40 groupes armés en Irak et 60 en Syrie d'intensité variable et dont l'appartenance évolue. Des millions de personnes ont été déplacées dans la région, et la CSI, l'ITF et la CES feront rapport sur une mission conjointe en Turquie, l'une des dernières frontières pour des centaines de milliers de réfugiés fuyant les conflits.

La capacité de maintien de la paix des Nations unies est dépassée et la timidité de l'ONU, conjuguée au désengagement de nombreux pays de son rôle de protection de la paix et de la sécurité, laisse des millions de personnes sans protection vitale ou espoir que la paix puisse régner.

Un facteur essentiel dans la multiplication des conflits armés est la réduction continue du rôle des gouvernements, dans la mesure où les entreprises privées et le secteur financier exercent un contrôle croissant sur la prise de décisions au détriment de la démocratie. Ils sont parvenus à freiner la réforme du système financier mondial, à

trouver des gouvernements conciliants pour fournir des refuges fiscaux et à imposer un modèle de commerce international qui garantit que, lorsque les intérêts des entreprises se heurtent à l'intérêt public, les entreprises sont gagnantes. Le Sondage d'opinion mondial de la CSI révèle que 78 pour cent de la population considère aujourd'hui que son économie nationale ne favorise que les personnes riches, alors que 84 pour cent estime que les citoyens n'ont pas un degré d'influence suffisant sur la prise de décisions économiques. Le modèle dominant du commerce international développe des chaînes d'approvisionnement qui appauvrissent les travailleurs/euses en promouvant un transfert continu des salaires vers les bénéficiaires et porte atteinte à la prise de décisions démocratiques en soumettant les gouvernements à des procédures privées irresponsables relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE). Cette situation est en totale contradiction avec le modèle de commerce souhaitable qui accroît l'interdépendance, partage les richesses et réduit les risques de conflit.

Les gouvernements, qui sont de plus en plus à la merci des intérêts des entreprises, manquent trop souvent de courage pour agir afin d'atténuer et de prévenir les risques mondiaux. Le rôle véritable du gouvernement, qui consiste à réglementer et à fournir des services dans l'intérêt des citoyens et à trouver des solutions aux défis nationaux et mondiaux, doit être rétabli.

Toutefois, la demande de liberté d'expression et de droits démocratiques, lorsqu'ils sont inexistantes ou menacés, demeure intense. La population de Hong Kong, soutenue par la HKCTU, manifeste sa détermination à défendre la démocratie et d'autres exemples de mobilisation populaire en faveur des droits, où les syndicats sont souvent au premier plan, foisonnent dans toutes les parties du monde.

L'histoire récente montre que les gouvernements peuvent travailler ensemble pour aborder des questions d'intérêt mondial. Après six années de négociations complexes sur une série de questions controversées, le Traité sur le commerce des armes de l'ONU entrera en vigueur une semaine après cette réunion du Conseil général. Signé par 122 pays et déjà ratifié par 54 pays, ce traité, sans être parfait, vise enfin à garantir une plus grande transparence et une certaine réglementation du commerce international d'armes. Les gouvernements peuvent encore relever le défi, mais ne le font généralement que lorsque la pression exercée par l'opinion publique ne leur laisse pas d'autre choix.

Les risques connus depuis longtemps en matière de sécurité mondiale et les nouveaux dangers émergents mettront à l'épreuve le rôle affaibli des gouvernements et des institutions internationales.

La menace d'une nouvelle prolifération nucléaire et le scénario catastrophe où la Corée du Nord déclencherait une guerre nucléaire suscitent une crainte constante dans la population dans la région et dans le reste du monde. Maintenir l'arsenal nucléaire mortel dans le monde coûte environ 100 milliards USD par an, un montant qui pourrait être réorienté en faveur des besoins humains essentiels, tout comme une bonne partie du 1,7 billion USD destiné aux dépenses militaires chaque année à l'échelle mondiale. L'industrie de l'armement continue d'enregistrer d'énormes bénéfices, où plus de 100 entreprises enregistrent des ventes militaires de plus de 700 millions USD par an, sans compter la Chine, et la majorité d'entre elles vendent des armements s'élevant à des dizaines de milliards de dollars chaque année.

Les effets dévastateurs imminents du changement climatique, que rien ne vient atténuer, représente un danger bien réel et présent, dans la mesure où les catastrophes climatiques continuent de se multiplier et la compétition pour les terres, l'eau potable et d'autres ressources vitales s'intensifie avec l'élévation du niveau des mers.

L'escalade des « cyberconflits » constitue une autre question qui comporte des risques émergents importants. Les gouvernements et leurs représentants ont déjà déployé des cybertechnologies contre d'autres gouvernements dans le cadre de plusieurs conflits actuels et, dans de nombreux cas, contre des mouvements populaires en faveur de la démocratie et des droits. Outre ces cas, on peut voir émerger le spectre d'une véritable cyberguerre, qui est désormais intégrée dans la planification militaire dans nombre de pays. Cela implique des perturbations et la paralysie de l'infrastructure critique pouvant causer des dommages incalculables aux populations civiles. De nombreux

observateurs considèrent que la question n'est pas de savoir si une telle technologie destructrice sera déclenchée mais plutôt quand.

Les risques mondiaux se multiplient, tandis que le système international n'a pas de réponse à l'heure actuelle. De nombreux pays n'ont pas non plus la résistance nécessaire pour lutter contre ces risques lorsqu'ils se concrétisent. L'épidémie du virus Ebola constitue un exemple frappant des effets de décennies d'échec des politiques de développement et de la gouvernance. En dépit des mises en garde urgentes lancées par MSF et d'autres organisations, la lenteur de réaction de la communauté internationale a coûté des milliers de vie avant que l'épidémie n'ait pu être maîtrisée.

Dans ce contexte, le rôle unificateur du mouvement syndical, sa légitimité démocratique et son engagement en faveur de la démocratie et de la paix sont plus que jamais indispensables. Faire campagne en faveur des droits syndicaux et contre les atteintes au dialogue social est un acte de démocratie et de paix en soi. La défense du plein emploi et du travail décent constitue un élément essentiel pour garantir la justice sociale et la stabilité ainsi que pour éliminer les inégalités et le dénuement économique comme principaux facteurs de conflit. Le dialogue social, qui doit favoriser la transition vers une économie à faible émission de carbone, est un autre exemple du rôle crucial que doivent jouer les syndicats pour faire face aux crises mondiales qui, si des mesures ne sont pas prises, menacent le tissu même des sociétés.

Le mouvement syndical doit, en outre, relever les défis de la nature changeante du monde du travail. Compte tenu de la prédominance des intérêts des entreprises sur la politique gouvernementale, les progrès technologiques, en termes tant d'applications techniques que d'énorme développement de l'accès à la technologie, risquent d'être utilisés pour aggraver les inégalités et l'insécurité. Cela n'est, toutefois, pas inévitable et le mouvement syndical doit être prêt à façonner le futur du travail de manière à ce qu'il bénéficie aux personnes au lieu d'avoir simplement une incidence sur le résultat net des entreprises. Un réinvestissement dans le plein emploi et le travail décent et la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale doivent être au cœur de cet effort.

Recommandations:

Le Conseil général:

- réaffirme l'engagement de la CSI au désarmement nucléaire mondial et sa campagne d'action en faveur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il exhorte toutes les organisations affiliées et les Organisations régionales à promouvoir la pétition qui sera présentée à l'ONU durant la Conférence d'examen du TNP en 2015;
- appelle tous les gouvernements à soutenir l'OMS en affectant des ressources pour gérer et endiguer l'épidémie du virus Ebola ainsi que pour relever d'autres défis en matière de santé à l'échelle mondiale;
- engage la CSI à favoriser des forums plurinationaux sur les risques émergents en 2015, en commençant par le Belarus, afin de faire entendre notre voix collective pour revendiquer la liberté syndicale et la démocratie, ainsi qu'un sommet mondial en 2016;
- approuve la coordination, en 2015, d'un important rapport, auquel contribueront les organisations affiliées, les Organisations régionales et d'autres, évaluant les risques mondiaux par rapport à la force tant de la liberté syndicale que d'autres droits démocratiques; et
- confirme que la CSI soutient l'Initiative sur les activités futures en vue du centenaire de l'OIT et engagera une concertation avec les organisations affiliées et les FSI en 2015 en vue de présenter une proposition d'intervention stratégique lors des délibérations de l'OIT dans la perspective de 2019.

Organisation internationale du travail

Résolution sur le différend à la Commission de l'application des normes

Contexte

1. Tout au long de ces presque 100 ans d'existence, le mécanisme de contrôle de l'Organisation internationale du travail (OIT) a endossé le rôle crucial de supervision de l'application des conventions et des recommandations, avec le soutien total des mandants tripartites. Pourtant, le Groupe des employeurs a lancé dans une attaque soutenue et délibérée à l'encontre du mécanisme de contrôle en cherchant à affaiblir l'autorité de la Commission d'experts de l'OIT.
2. Cette charge a démarré en 2012 lorsque le Groupe a remis en cause l'existence d'un droit de grève protégé par la convention n° 87, un droit dont l'essence avait été reconnue dans le principe par tous les mandants de l'OIT depuis des décennies. Toutefois, en 2013 et en 2014, le Groupe des employeurs a contesté les avis bien raisonnés de la Commission d'experts sur plusieurs autres conventions et a, une fois encore, refusé de parvenir à des conclusions consensuelles dans 19 autres cas suivis par la Commission de l'application des normes.
3. Les rédacteurs de la Constitution de l'OIT avaient envisagé que, de temps à autre, de tels conflits surgiraient à propos de l'interprétation d'une convention et avaient donc prévu, à l'article 37.1 de la Constitution, de les renvoyer à la Cour internationale de justice (CIJ) pour qu'elle donne un avis consultatif. La CIJ, en rendant une décision finale et irréfutable sur le droit de faire grève, permettrait en réalité aux mandants de reprendre des négociations tripartites dans une atmosphère de plus forte certitude juridique.
4. En octobre 2013, le Conseil général a adopté une résolution par laquelle la CSI décidait de soutenir le renvoi devant la CIJ de la question de l'existence d'un droit de grève garanti par la convention n° 87 si le Groupe des employeurs continuait de s'opposer à la résolution du conflit actuel, ce qui a été le cas. Cette résolution demandait par ailleurs à toutes les organisations affiliées à la CSI de faire pression sur leur gouvernement, surtout sur ceux présents au Conseil d'administration du BIT, pour obtenir qu'ils soutiennent le renvoi du différend à la Cour internationale de justice. La CSI a préparé un rapport détaillé sur les fondements juridiques du droit de grève pour soutenir la campagne.
5. En mars 2014, le Conseil d'administration a demandé au Bureau international du travail de préparer « un document fixant les modalités possibles, la portée et le coût des mesures pouvant être prises au titre des paragraphes 1 et 2 de l'article 37 de la Constitution en cas de question ou de difficulté concernant l'interprétation d'une convention de l'OIT ». Ce dernier a été publié en novembre 2014, dans la foulée d'une consultation avec les mandants.
6. En novembre 2014, le Conseil d'administration a discuté pendant plusieurs jours du renvoi de la question du droit de grève à la CIJ. Outre le Groupe des travailleurs, les membres représentant les gouvernements de l'Union européenne, du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de même que certains gouvernements du Groupe des pays industrialisés à économie de marché (PIEM), ont soutenu le renvoi. Néanmoins, les gouvernements membres du Groupe de l'Asie et du Pacifique (à l'exception de la Chine), le Groupe de l'Afrique et quelques membres du PIEM (par exemple, les États-Unis, la Suisse, la Russie et le Japon) se sont fermement opposés au renvoi immédiat et ont plutôt exigé de pousser plus loin le dialogue tripartite. Un nombre considérable de ces pays figurent parmi les nations les moins réceptives aux droits de la main-d'œuvre, mais se révèlent les plus fervents défenseurs du dialogue tripartite qu'ils appliquent pourtant rarement au niveau national.

7. En plus de nombreux autres points d'action, le premier projet de résolution du Bureau incluait la décision de renvoyer le cas devant la CIJ en novembre 2014. Malheureusement, l'opposition constante du Groupe des employeurs et de certains représentants gouvernementaux à cette solution équilibrée a mené à une résolution finale n'incluant pas le renvoi à la CIJ. À la place, elle ne prévoit que la tenue d'une réunion tripartite sur l'existence d'un droit de grève en vertu de la convention n° 87 (et sur ses modalités dans les législations nationales) en février 2015, un rapport étant attendu pour le Conseil d'administration de mars 2015.

8. Le recours à la Cour internationale de justice reste une possibilité que peut adopter le Conseil d'administration en mars 2015, mais il n'y a aucune certitude. Il s'agira de faire intensément pression, surtout pour que les gouvernements d'Asie et d'Afrique changent d'opinion en mars, soutiennent le mandat de la Commission d'experts et leurs décisions selon lesquelles le droit de grève existe dans la convention n° 87, et renvoient le différend à la CIJ si la discussion de février n'aboutissait pas à la reconnaissance du droit de grève découlant de la C87.

Recommandation:

9. La Confédération syndicale internationale :

- Rejette les tentatives répétées du Groupe des employeurs à l'Organisation internationale du travail d'affaiblir la jurisprudence de longue date émanant du mécanisme de contrôle de l'OIT ;
- Estime que le Groupe des employeurs est entièrement responsable d'avoir déclenché une crise institutionnelle à l'OIT, et d'avoir fait durer cette crise, dans le but manifeste d'amoindrir plusieurs conventions et de fragiliser le système de contrôle de l'OIT ;
- Regrette que certains gouvernements ne perçoivent apparemment pas la gravité de la crise au sein du mécanisme de contrôle de l'OIT qu'ils accentuent en ne soutenant pas une résolution judiciaire du différend ;
- Réaffirme que pour les travailleurs, bien que restant ouverts au dialogue tripartite, il est évident que leur point de vue et celui des employeurs divergent sur ce point. Par conséquent, nous décidons de faire campagne auprès des gouvernements pour obtenir leur soutien au recours à la CIJ en vue de résoudre le conflit si les discussions tripartites devaient ne pas reconnaître le droit de grève découlant de la C87 ; et
- Demande à ses organisations affiliées et aux membres du Groupe des travailleurs au Conseil d'administration de MOBILISER la main-d'œuvre lors d'une journée d'action mondiale le 18 février en vue de défendre le droit de faire grève en tant de liberté fondamentale contre l'oppression et l'esclavage sur les lieux de travail.

Sans le droit de grève, les travailleurs deviennent des esclaves

Conclusions

10. La CSI va diffuser les conclusions de cette discussion et fournir du matériel de campagne aux organisations affiliées et aux membres du Groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT pour qu'ils les utilisent vis-à-vis de leur gouvernement respectif et à l'égard des organisations d'employeurs.

11. La CSI va organiser la journée d'action mondiale de défense du droit de faire grève.

12. La CSI fournira des mises à jour régulières à ses organisations affiliées à propos des initiatives menées par la famille syndicale, ainsi que celles des gouvernements et des employeurs.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CSI

du 16 au 18 décembre 2014

MEXIQUE - CONTRATS DE PROTECTION

1. La CSI, la CSA et IndustriALL ont eu l'occasion de faire part de leurs inquiétudes au président du Mexique, Enrique Peña Nieto, à propos de la prévalence de « contrats de protection » lors de la mission d'août 2013 dans le pays.

On peut lire dans le rapport de la mission que « sur de nombreux lieux de travail mexicains, les employeurs signent avec des syndicats des contrats dont le personnel n'a pas connaissance ni la possibilité d'y prendre part. Cette démarche est contraire à la démocratie, va à l'encontre des droits des travailleurs et rend souvent la main-d'œuvre sujette aux intimidations.

La première étape pour résoudre ces problèmes est la ratification de la convention de l'OIT n° 98 par le Mexique afin de garantir l'existence de véritables conventions collectives.

Il convient de soutenir cette ratification en respectant effectivement la recommandation émise en 2011 (cas n° 2694) prônant le dialogue à la fois avec les organisations syndicales mexicaines et le mouvement syndical international. »

Le gouvernement mexicain « a admis que les contrats de protection existaient, mais qu'il ne les reconnaissait pas comme des outils légitimes dans le cadre de la loi. L'engagement pris est de poursuivre le dialogue pour chercher une solution. »

Les autorités se sont engagées à « consulter le Directeur général de l'OIT à propos d'un examen technique de la législation du travail » et « à adopter des mesures concernant la ratification de la convention de l'OIT n° 98 ».

2. Le Comité de la liberté syndicale de l'OIT, dans son 373^e rapport de novembre 2014 (paragraphe 45 à 48), fait état du statut de la plainte n° 2694 et précise les engagements pris par le gouvernement pour envisager un accord d'assistance technique avec l'OIT en vue d'un réexamen technique de la réforme de la loi du travail de 2012.
3. Toutefois, concrètement, aucun accord d'assistance technique n'a été conclu, le gouvernement n'a adopté aucune mesure en vue de la ratification de la C98 par le Sénat mexicain et aucun dialogue avec les organisations plaignantes n'a été engagé comme le réclamait pourtant le Comité de la liberté syndicale lors de l'examen du cas n° 2694.
4. Des rapports indépendants et fiables de la part de syndicats, d'universitaires et de spécialistes des relations de travail montrent que la pratique des contrats de protection - accords conclus entre un employeur et une organisation dominée par

Annexe - 14GC/F/13(b)

l'employeur, sans intervention du personnel et souvent sans même qu'il en ait connaissance - continue d'être répandue.

5. Le Conseil exécutif de la CSA, lors de sa réunion de novembre 2014, a discuté des inquiétudes soulevées par plusieurs membres liées au fait que certaines organisations affiliées à la CSA au Mexique étaient impliquées dans cette pratique, ce qui serait contraire aux Statuts de la CSI et de la CSA. Il a donc été convenu que le secrétariat de la CSA, en coordination avec la CSI, mène une enquête pour éclaircir ces allégations.
 6. Il est par ailleurs proposé que la CSI, en coordination avec la CSA et Global Unions, le cas échéant, envoie une mission au Mexique pour effectuer un suivi de toutes les questions soulevées en août 2013 par les membres de la délégation, ainsi que des préoccupations précises soulevées par le Conseil exécutif de la CSA. Les membres de la délégation feront un rapport au Conseil général de la CSI et au Conseil exécutif de la CSA sur les progrès accomplis jusqu'alors par rapport aux engagements pris en 2013 par les autorités du Mexique, l'OIT et les organisations syndicales mexicaines, et feront des propositions quant à la façon d'aborder la nouvelle situation, conformément aux Statuts de la CSI et de la CSA.
-

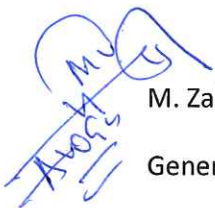
1. Le 9 septembre 2014 l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une large majorité avec seulement 11 voix contre et 41 abstentions la résolution 68/304, ***"Etablissement d'un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine"***, proposée par le gouvernement argentin et présentée par le Groupe des 77 + la Chine. La résolution est un début, mais un important pas en avant dans l'une des plus importantes réclamations de tous ceux qui ont analysé les racines profondes de la crise qui a éclaté en 2008 : l'urgente nécessité de mettre en marche des règles pour prévenir et, dans la mesure du possible, éviter les crises récurrentes de dettes souveraines, les processus spéculatifs qui les accompagnent généralement et leurs douloureuses conséquences sociales.
2. Pour la première fois, la résolution adoptée par l'Assemblée générale s'engage à trouver « *une solution efficace, globale et durable au problème de la dette* » [et] « *décide d'élaborer et d'adopter à titre prioritaire, dans le cadre de négociations intergouvernementales au cours de sa soixante-neuvième session, un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine le but étant entre autres augmenter l'efficacité, la stabilité et la prévisibilité du système financier international et de réaliser une croissance économique durable, partagée et équitable et un développement durable, cadrant avec les situations et les priorités de chaque pays* ».
3. Il est clair qu'un processus de négociation pareille, pour obtenir des résultats positifs, réclame la participation de l'ensemble de la société. Une des premières actions concrètes est venue du mouvement syndical international. Le 23 septembre 2014, à New York, Sharan Burrow, SG de la CIS, Hassan Yussuff, Président de la CSA et Víctor Báez, SG de la CSA, ainsi que les dirigeants de l'AFL-CIO, la CLC de Canada et les dirigeants des centrales argentines CTA de los Trabajadores et de la CGT s'est entretenus avec la présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner pour exprimer la volonté de dénoncer les graves conséquences sociales causées par les actions des fonds vultours et de contribuer à ce qu'en 2015, l'ONU adopte le meilleur cadre juridique possible pour le processus de restructuration de la dette souveraine.
4. Le Conseil général de la CSI réuni à Bruxelles le 18 de Décembre 2014 appelle les des organisations membres au niveau régionale et nationale à
 - recueillir des informations sur le processus de négociations intergouvernementales vers le cadre juridique multilatéral déjà initié par les Nations Unies et les diffuser parmi ses affiliés,
 - dénoncer les conséquences qu'ont les manœuvres spéculatives des fonds vultour, pour les travailleurs et le développement d'une société inclusive, juste et durable.
 - développer des actions au national et régional pour diffuser les opinions et les propositions du mouvement syndical sur cette question et de les soumettre aux représentations gouvernementales qui devront les porter à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015.

Statement of Pakistan Workers' Federation (PWF) on Peshawer Massacre

The PWF condemns the massacre of 142 persons, including 131 schoolchildren in Peshawer. This is the latest and most horrible example of extremism in our country. All religions, including Islam, protect innocent children rather than slaughtering them; an outrageous act committed by the Taliban in the name of religion.

Such terrorism has cost lives, has generated fear among workers and citizens and has had a destructive effect on life in Pakistan. In addition to the direct human cost of extremism, Pakistan's workers have suffered from devastating social and economic damage; a dangerous side effect of terrorism. We support the action of the army of the Government of Pakistan to contain and overcome this threat by the Taliban in tribal areas. There is no alternative to a military response at this time.

The trade union movement and all people of good will must unite against extremism and terrorism in all of its forms. We call on the International Trade Union Confederation (ITUC) and the global trade union movement to support the workers and people of Pakistan in their struggle against the forces of extremism and terrorism. In addition to the military challenges, it is fundamental for the world to show solidarity to the people in Northern Pakistan who have suffered so much at the hands of extremists, including the destruction of their economy. Their desperation must be replaced with hope for better lives, for development, and for democracy.



M. Zahoor Awan,

General Secretary

Pakistan Workers' Federation (PWF)